



MANIFESTE DE BUENOS AIRES POUR L'ÉMANCIPATION ET L'ÉGALITÉ

Réunies du 12 au 14 mars 2015 à Buenos Aires dans le cadre du **Forum international pour l'émancipation et l'égalité** tenu au Théâtre national Cervantes, des figures politiques, sociales et intellectuelles de dix-sept pays d'Amérique et d'Europe souscrivant au présent manifeste, tiennent à exprimer leur engagement public et mondial envers les luttes sociales et politiques engagées actuellement dans l'Humanité afin de construire un avenir meilleur pour les Peuples.

Nous vivons une époque historique dans laquelle se croisent des expériences politiques qui ont initié ces dernières années un profond examen critique de l'hégémonie néolibérale. Nous sommes portés par un air frais de rénovation, ici et là, qui tente de récupérer les traditions émancipatrices et égalitaires, en impulsant un dialogue entre les deux rives de l'Atlantique. Il s'agit de pratiques et de langages émergeant de la spécificité de chaque société et cherchant à couper les ponts avec ceux qui proclament la fin de l'Histoire et la mort des idéologies. Il s'agit de mouvements politiques et culturels qui résistent à l'extension d'une logique de l'inégalité fondée sur la domination du pouvoir financier mondial. Ces expériences politiques font actuellement face à des opportunités et des dangers. Elles sont conscientes des défis immenses qu'il reste à relever et connaissent les risques d'expansion d'une nouvelle vague réactionnaire.

L'Amérique latine, avec ses gouvernements populaires et progressistes, s'est lancé sur ce chemin au début du siècle. Elle a vécu l'un de ses moments clés il y a dix ans, lorsque quatre présidents d'Amérique du Sud se sont alliés pour dire non aux excès commis par les pilliers de souveraineté nationale et les promoteurs du libre-échange assurant la protection d'un petit nombre de corporations économiques. C'est à ce moment qu'un nouveau cycle politique a commencé et continue à avancer aujourd'hui contre vents et marées.

Ces dernières années, l'Europe a commencé à remettre en question l'imposition brutale des plans d'austérité associés au démantèlement de l'État-providence. Les pays qui hier encore entraient dans le système de marchés communs avec la promesse d'une solidarité continentale et de bienfaits pour l'Humanité, se sont retrouvés quelque temps plus tard, face à la destruction de leurs économies, à la montée du chômage et au soulèvement social de leur jeunesse. Aujourd'hui, ces pays cherchent un chemin alternatif, un point d'inflexion qui pourra modifier les rapports de force.

La polarisation entre d'un côté une conception marchande de la société qui n'admet que des consommateurs inégaux et de l'autre une conception démocratique qui implique que les

citoyens sont des sujets de droits a été et demeure une lutte civilisatrice. Elle fut et demeure encore un terrain d'affrontement et de conflit dans le domaine théorique et dans celui de la politique. Construire une alternative au modèle néolibéral implique la reconstruction de l'Etat et de sa fonction indispensable pour garantir les droits sociaux, promouvoir des formes autogérées de production, assurer le rôle social des banques publiques, et mettre en œuvre des politiques inclusive dans les domaines de la santé, de l'éducation et du logement. L'Etat et les communautés devraient à nouveau être des instruments d'universalisation des droits, de construction de la citoyenneté, d'hégémonie des intérêts publics sur les intérêts commerciaux. Il faut chercher de nouvelles alternatives d'expansion démocratique dans l'itinéraire d'une Humanité qui doit rompre certains liens dans sa recherche de nouvelles formes de coexistence entre les êtres humains eux-mêmes et avec la nature.

Les problèmes auxquels nous faisons face sont planétaires. Nous vivons dans un monde plongé dans des guerres injustes, habité par des populations paupérisées et soumis aux formes irrationnelles du capitalisme qui imposent de redéfinir le cadre d'un nouvel humanisme pouvant recueillir le meilleur des apprentissages émancipateurs, libertaires, égalitaires et populaires, et capable d'activer un dialogue consistant entre les traditions latino-américaines et leur profondeur historique, et enfin entre les histoires uniques des pays méditerranéens désireux d'entreprendre la tâche audacieuse de refonder l'Europe. Nous voyons d'un côté une Amérique latine, fière de son indigénisme sans cesse renouvelé, de ses mouvements paysans, de ses travailleurs organisés, et de ses jeunes qui tentent de sortir du vide de sens de l'industrie culturelle. De l'autre, une Europe contrainte de décoloniser son regard et de promouvoir l'émergence de processus politiques et culturels en se revendiquant la terre où sont nés les droits universels, les idées d'émancipation, de liberté et d'égalité qui continuent tant bien que mal à exister au sein d'un monde injuste, avec la création des mouvements sociaux les plus avancés.

Pour ces raisons, nous considérons urgent, en souscrivant au Manifeste de Buenos Aires pour l'émancipation et l'égalité, de définir une série de priorités qui devront guider les agendas sociaux et politiques de nos Peuples et de leurs dirigeants dans les années à venir:

- **Revendiquer la politique** et les partis politiques, les syndicats, les autorités communales et autres organisations populaires sociales et citoyennes de chaque pays et de chaque région, comme le cadre et les voies principales permettant de fonder une démocratie participative et universelle, seule garantie de l'expression pleine et représentative des droits et de la volonté de milliards de citoyens anonymes.
- **Répudier énergiquement les tentatives de destitution** par les pays les plus puissants, en complicité avec les sociétés multinationales et aux médias hégémoniques, qui conspirent au quotidien contre la légitimité des gouvernements populaires et progressistes d'Amérique latine, ainsi que contre les nouveaux mouvements politiques et les gouvernements transformateurs qui proposent un changement social en Europe.
- **Établir des limites efficaces face au pouvoir infini du capital financier**, des fonds « vautours » et des établissements de crédit dominés par les grandes puissances, à travers des mécanismes multilatéraux de négociation qui respectent les souverainetés nationales et qui soient l'expression de l'égalité des chances des

Peuples et garantissent un traitement juste, égalitaire et durable n'entraînant pas l'étouffement budgétaire des nations et l'exclusion sociale de millions de personnes.

- **Générer des formes économiques de production coopératives**, autogérées, solidaires et durables qui favorisent une meilleure répartition des revenus; des mécanismes de coparticipation ouvrière et entrepreneuriale dans les bénéfices économiques, des systèmes réglementés de paritaires libres entre le capital et le travail, une protection sociale publique pour les retraités et les chômeurs, et la promotion d'une exploitation de la terre et des ressources naturelles respectant à la fois leur nature non renouvelable et la souveraineté et le développement économique des pays.
- **Défendre par tous les moyens politiques, institutionnels et académiques la souveraineté politique**, culturelle et économique de tous les peuples latino-américains et européens sans exception qui luttent pour leur dignité, en promouvant les espaces de rencontre entre les représentants légitimes des étudiants, entre les travailleurs, les mouvements sociaux, les collectifs en faveur des droits des femmes, les peuples autochtones, la diversité sexuelle, et toutes les organisations qui affrontent les puissances dominantes pour défendre et promouvoir leurs droits sociaux et politiques.
- **Procéder à une critique ouverte et permanente des contenus et du régime de propriété des médias** qui, au niveau planétaire, se sont transformés en réseaux mondiaux de désinformation, de diffamation publique et de tergiversations de toutes les questions sociales, économiques et culturelles qui nuisent à leurs intérêts corporatifs, jouant un rôle politique diffamatoire de la dignité des populations défavorisées et des mouvements sociaux et politiques qui tentent de les représenter. À cet égard, nous affirmons une fois de plus la nécessité stratégique d'une réglementation anti-monopole dans le monde corporatif du secteur de la presse, des médias audiovisuels et numériques, et le besoin de consolider les systèmes publics et communautaires de la communication, ainsi que le caractère urgent d'une critique culturelle des abus sociaux dont sont responsables l'industrie culturelle et la société du spectacle.

Manifeste publié en espagnol et en anglais sur le site foros.cultura.gob.ar.

Traduit vers le français par Claire Avellan et François Soulard (Traversées, Frente Transversal Nacional y Popular).